

L'été s'achève, bientôt la rentrée : rentrée des classes, retour de ceux qui ont pris des vacances... Ce ne sera pourtant pas la rentrée pour tout le monde : pas à Montfavet, pour l'équipe de la boulangerie L'Arto. Au cours de la nuit du 25 au 26 juin, leurs locaux, magasin et atelier, ont été détruits par un incendie. Un incendie criminel accompagné d'une inscription raciste à la peinture contre un jeune employé africain de l'entreprise.

Il n'est pas question d'oublier cet acte criminel et raciste, qui a privé toute une équipe de son travail, qui a fait fermer un commerce de qualité et privé de son service de proximité beaucoup d'habitants. Un incendie criminel, c'est très grave : brûler, détruire, pour nuire, au risque même de tuer quelqu'un présent dans le bâtiment.

Nous qui écrivons ce texte disons notre refus d'accepter de tels actes : ils sont inacceptables !

Et nous essayons de répondre à la question : pourquoi cela ?

- Pour nuire à des gens désignés comme « indésirables » pour faire peur, semer de la terreur. En particulier faire peur aux employeurs qui dans leurs entreprises emploient des personnes étrangères « non blanches ».

- Pourquoi cela, c'est aussi la question : qu'est-ce qui se passe en France qui permet que de tels crimes soient commis ?

Premièrement : depuis les élections de 2022 le parti Rassemblement National a remporté une place importante à l'Assemblée nationale ; le 9 juin, aux élections européennes il a obtenu plus de 30 % des suffrages exprimés. Et fin juin, il a été tout près d'avoir la majorité à l'Assemblée Nationale et d'obtenir le pouvoir au gouvernement. Ce parti et les groupuscules d'extrême-droite veulent montrer qu'ils sont les maîtres.

Deuxièmement, la décision par Macron et son gouvernement en décembre 2023 de faire voter une loi dite « sur l'asile et l'immigration » a aggravé les choses : les dirigeants de l'État ont repris les mots et la politique du RN pour organiser la privation de droit, l'exclusion et la maltraitance des personnes étrangères vivant en France, et prétendu qu'il s'agissait de « protéger les Français ». Désignant ainsi les étrangers comme « dangers » et les traitant comme tels.

Alors ? Dénoncer l'incendie criminel, apporter notre soutien à ceux qui en ont été les victimes, et aussi considérer la situation, faire entendre nos propres idées et les pratiquer :

- « Moi, je ne regarde pas la couleur des personnes, « noir », « blanc », ou autre. Je regarde ce qu'elles font, comment elles se comportent ». « Je suis pour le vivre ensemble ». Il y a peut-être d'autres mots pour dire « vivre ensemble » : on est là, différents, on vit ici, des personnes étrangères sont mariées avec des personnes françaises, ont des enfants, une famille, travaillent, vont à l'école... Trier les gens selon l'origine, la nationalité, la couleur, la religion, c'est une catastrophe pour tous.

- Faire savoir que la méfiance et l'hostilité contre « les autres » et le fait de les voir uniquement comme des concurrents, c'est une catastrophe générale pour la société. Quand le moment est dur, obscur, avec beaucoup d'incertitudes concernant l'État, l'économie, la situation internationale, la vie quotidienne de beaucoup, suivre les politiques qui prétendent « solutionner » en organisant l'exclusion et la maltraitance d'une partie de la population, non seulement ça ne solutionnera rien, mais ça aggravera le désastre. Il y a mieux à faire !

- « Respecter la vie et le travail de chacun » : quand en 2021, un boulanger de Besançon, Mr Ravacley, a engagé une grève de la faim pour obtenir la régularisation de son apprenti africain, il a clairement dit que le travail de son apprenti était sérieux et respectable, que sa personne était à considérer, pas l'origine de son nom ni sa couleur de peau ni sa nationalité, et que lui, artisan, avait besoin du travail de cet apprenti. Ces paroles et cette action, c'est un point de force.

- Protéger ceux qui sont pris pour cible par les groupes, partis d'extrême-droite et par les mesures étatiques d'exclusion. Chaque fois que c'est possible, au travail, à l'école, dans la vie des quartiers, dans les administrations, dans les transports, protéger. Par exemple quand sur un chantier d'une entreprise, un client refuse de nommer par son nom un employé sous prétexte qu'il le voit comme « arabe », ou « noir » et l'interpelle par des mots humiliants comme « cousin », ou « bamboula », faire Stop !

- Tenir là-dessus, sur le respect de la vie et du travail de chacune ou chacun, c'est affirmer notre propre humanité. Car qui est-on si on lâche ?

Ouvrons la discussion.

Août 2024.

Des habitants du Vaucluse, qui veulent que la vie et le travail de tous soient respectés.

